



COLLECTIF HISTOIRE SOCIALE FNIC- CGT

QUELS PARALLÈLES

entre la montée du fascisme en Allemagne (1918-1933) et en France (1960-2022) ?

QUELS PARALLÈLES ENTRE LA MONTÉE DU FASCISME EN ALLEMAGNE (1918-1933) ET EN FRANCE (1960-2022) ?

COLLECTIF HISTOIRE SOCIALE DE LA FNIC-CGT



Les Sudètes, région de la Tchécoslovaquie annexée au Troisième Reich, saluant Hitler et les troupes allemandes qui entrent dans la ville en octobre 1938.

La montée de l'extrême droite dans notre pays et en Europe ne doit rien au hasard. Elle obéit à des faits objectifs, économiques et politiques. Le Capitalisme en est la seule cause. Chômage de masse qui dure, pauvreté qui s'élargit à une portion toujours plus grande de la société, perte de repères collectifs au profit d'un individualisme destructeur, perte de valeurs humaines tout simplement. La montée du fascisme s'appuie sur ce terreau qui lui est favorable. Le fascisme ne peut remettre en cause le capitalisme car il est partie intégrante du système capitaliste lui-même, une excroissance qui permet au système de perdurer tout en enchaînant les peuples, les rendant esclaves et soumis.

Les grands capitalistes, français comme européens, ont déjà fait le choix de l'extrême droite car cela va leur permettre de mater d'éventuelles rébellions, de continuer à faire toujours plus de profits, de redresser le taux de profit.

Dire cela peut s'avérer facile, naïf même. Or l'analyse de l'histoire du 20^{ème} siècle nous démontre comment le capitalisme, en difficulté, voire à bout de souffle dès les années 1900, après 40 ans de crises, choisit la guerre (14-18) censée, en détruisant bâtiments, usines..., relancer l'économie. L'autre objectif de cette guerre est de remettre en cause des libertés et avancées conquises par les peuples et de mater toute forme de révolte. Peine perdue. La Révolution russe en 1917 ouvrira de nouveaux horizons aux classes ouvrières du monde. Pour éviter l'extension du « péril rouge » les gouvernements européens, américain et japonais vont mettre en place une « ceinture de sécurité » encerclant la Russie bolchevique par des régimes forts voire fascistes : Hongrie, après la courte existence d'une République des conseils (2 mars-1 août 1919), Finlande, Pays baltes, Pologne, Roumanie.



Depuis le début de l'ère industrielle, soit après plus d'un siècle d'exploitation des peuples, le capitalisme s'est tourné sans état d'âme vers le fascisme qui est pour lui le seul garant de la continuité de l'accumulation des profits. On pourrait prendre pour exemple l'Italie avec l'arrivée de Mussolini au pouvoir, dans les années 20, appelé par la grande bourgeoisie pour mater les grèves qui se développaient dans le pays.

Mais pourquoi parle-t-on de fascisme ?



Le terme vient du faisceau (fascis/fascio), ensemble de bâtons liés autour d'une hache, symbole de punition, porté par les licteurs, escorte des magistrats de la Rome antique. Mussolini et le fascisme ont abondamment utilisé le mythe d'un "héritage romain" de l'Italie, mythe instrumentalisé pour justifier des décisions ayant pour but de théoriquement restaurer un passé et des valeurs anciennes. Ainsi le titre de « Duce » (dux = chef), le « salut romain » (bras droit tendu), le titre de « centurion » du chef de la Milice des Chemises noires, notamment... Le mythe de Rome a eu une fonction politique, présenter l'Italie fasciste comme héritière de l'empire romain, comme le pays qui, deux mille ans après, se renouvelle et triomphe.



Dans ces conditions, l'action, la jeunesse, le dynamisme étaient valorisés et Mussolini, comme ses ministres, même âgés, devaient avoir sans cesse des postures martiales et se livrer à des exercices sportifs... En même temps, le rôle des femmes était cantonné à celui de mères, donnant beaucoup d'enfants à la patrie mais exclues de certaines activités. Le fascisme les considérait d'ailleurs comme inférieures aux hommes, faut-il s'en étonner ?

Mais nous allons plutôt nous attarder sur l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933.



Faire des parallèles entre deux pays à deux époques différentes est toujours très délicat. L'histoire des deux pays, la situation politique générale à deux moments différents font que cet exercice est difficile. Nous devons néanmoins le tenter, pour ouvrir les yeux de nos Camarades, leur faire appréhender la différence entre la droite et l'extrême droite, fasciste.

En 1918, quand le fascisme commence à se manifester, c'est un fait nouveau dans le monde, même s'il y a eu, auparavant, des régimes autoritaires, liberticides. En France, il est monté en puissance dès les années 1920 pour aboutir à la prise de pouvoir de Pétain en 1940. Il était porté par Maurras, Pétain, les élites, la grande bourgeoisie, les hauts fonctionnaires. Donc, on savait ce qu'était le fascisme, on le connaissait.

Le fascisme se présente sous des formes différentes : en Allemagne, le projet d'Hitler était un changement de société avant de devenir, dans les années 1930, le soutien principal de la grande bourgeoisie capitaliste.

En France, le RN a l'apparence, seulement l'apparence, d'un parti de droite populiste. Au contraire, c'est bel et bien un parti fasciste. Il est un des principaux soutiens du capitalisme dans notre pays. Déjà en 1936, le patronat français disait : « Plutôt Hitler que le Front populaire ». L'écrivain anglais George Orwell écrivait, après la deuxième guerre mondiale : « Lorsque les fascistes reviendront, ne croyons pas qu'ils vont revenir avec la croix gammée et le crâne rasé. Ils vont revenir avec des chapeaux melons et le parapluie, bien roulé, sous le bras. »

Des « historiens » négationnistes, qui affirment qu'il n'y a pas eu de fascisme en France, qui font l'apologie du traître Pétain, ont convaincu journalistes et commentateurs que le FN/RN n'était pas un parti d'extrême droite, mais un parti populiste, proche de la classe ouvrière et c'est comme cela qu'ils en ont fait un parti « honorable ».

Mais revenons en Allemagne au début du 20^{ème} siècle. Lorsque l'opinion publique allemande apprend que son gouvernement (dirigé par un social-démocrate) propose, en 1917, au président américain Wilson un arrêt des combats alors que les troupes allemandes sont encore profondément enfoncées en territoire ennemi, elle ne peut pas croire à la défaite militaire de ses armées, ce qui est la réalité reconnue par les militaires eux-mêmes, mais cachée : les chefs militaires ont su habilement tirer leur épingle du jeu. À la défaite s'ajoutent les terribles clauses du traité de Versailles considérées, à juste titre, comme humiliantes. Tout cela fut utilisé par les partis de droite et surtout le jeune parti nazi contre la République de Weimar, nouvellement décidée, contre les partis marxistes. Et une très grande majorité de l'opinion ajoutera foi à cette argumentation des droites et des nazis. Hitler s'en servira dans sa prise de pouvoir.



Rationnement

Rappel de la situation :

À la sortie de la 1^{ère} guerre mondiale, le peuple allemand vit dans la misère (rationnement) alors que la moyenne bourgeoisie a suffisamment d'argent pour s'approvisionner au marché noir et que les capitalistes voient leur fortune décupler. Cela entraîne des grèves : un million de grévistes en 1917, en particulier dans les usines d'armement, avec la répression qui s'ensuit.

Le SPD, parti social-démocrate, parti ouvrier créé en 1891, présidé par Hugo Haase et Friedrich Ebert, était le premier parti en Allemagne (110 députés et un million d'adhérents) avec le syndicat majoritaire qu'il contrôlait totalement. Rosa Luxemburg, membre du SPD, avait milité avec passion contre les risques de guerre en Europe. En septembre 1913, elle avait prononcé à Francfort-sur-le-Main un discours enflammé dans lequel elle appelait les ouvriers allemands à ne pas prendre les armes contre des ouvriers d'autres nationalités. Côté français c'est bien évidemment Jean Jaurès qui se positionnait de la même façon. Mais, comme tous les partis sociaux-démocrates, le SPD trahira la résolution de la deuxième Internationale (« guerre à la guerre ») et se ralliera à l'Union sacrée, votant les crédits de guerre, comme en France.

La social-démocratie, dans sa totalité, portera une lourde responsabilité historique, complice

des millions de morts et des événements qui vont suivre. Ce sera l'organisation politique sur laquelle s'appuiera la bourgeoisie, brisant ainsi l'unité du mouvement ouvrier.



Rosa Luxemburg



Karl Liebknecht



Rosa Luxemburg prend la parole devant un congrès de la Deuxième Internationale en 1907

Rosa Luxemburg, avec plusieurs militants, dont Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Franz Mehring, Julian Marchlewski, Paul Levi et Clara Zetkin, forment le noyau de ce qui deviendra le « Groupe Internationale », puis par la suite le Spartakusbund, (la Ligue Spartacus, ou Ligue spartakiste) lance un appel contre le vote des crédits de guerre, à plus de trois cents dirigeants socialistes, appel qui reste quasiment sans réponse.

Karl Liebknecht fait un discours le 1^{er} mai 1916 devant des milliers d'ouvriers et de jeunes qui manifestent contre la guerre sur la Potsdamer Platz, à Berlin. Il est arrêté par la police. Le 28 juin, jour d'ouverture de son procès, 55 000 ouvriers des usines de guerre se mettent en grève et des manifestations ont lieu pour le soutenir. Liebknecht est néanmoins condamné à 4 ans et demi de prison.

En janvier 1917, le SPD exclut en bloc tous ses contestataires, qui forment alors le Parti socialdémocrate indépendant d'Allemagne (USPD).

La ligne suivie par Friedrich Ebert demeure majoritaire au sein du mouvement social-démocrate. Les grèves se poursuivent pour la paix et le pain. Le SPD, non seulement ne leur apportera aucun soutien, mais son rôle sera d'arrêter les mouvements de 1917 et 1918 et y compris de participer aux répressions. L'impact de la Révolution russe s'est ressenti dans ces grèves : lors de la grève de janvier 1918, les ouvriers forment des comités de grève dans tout le pays, coordonnés par un comité d'action. Seuls les Spartakistes soutiennent ces grèves.

Le 28 janvier débute une grève générale pour « la conclusion rapide d'une paix sans annexion », pour la levée de l'état de siège (en place depuis le début de la guerre), pour la libération des prisonniers politiques, et pour la démocratisation des institutions. Commencée dans l'agglomération de Berlin où 180 000 travailleurs arrêtent le travail à l'instigation de certains délégués révolutionnaires comme Richard Müller, et sans la participation de leur centrale syndicale, la grève s'étend en l'espace de quelques jours à de nombreuses villes allemandes comme Kiel, Hambourg, Cologne et Bochum. Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann et Otto Braun, membres du SPD, se font élire au comité de grève pour mettre fin le plus rapidement possible au soulèvement, et obtiennent gain de cause le 4 février.

L'Empire allemand évite ainsi une situation catastrophique, le mouvement de grève dans l'industrie métallurgique ayant représenté une grave menace pour son potentiel militaire.



Manifestation à la porte de Brandebourg, 1918

Le Capitalisme a eu chaud. La guerre peut continuer. Le SPD a réussi à casser le mouvement. Les militaires (Hindenburg et Ludendorff), qui dirigent de fait le pays, ont gagné.

La défaite militaire devenant imminente, les militaires convainquent l'empereur Guillaume II d'abdiquer, afin qu'il ne porte pas la responsabilité de cette défaite, et la République de Weimar est mise en place. Le SPD entre dans le gouvernement. Son premier responsable, Ebert, en sera le « premier ministre ». Son idée, « socialiste », est de mettre en place une monarchie constitutionnelle comme en Angleterre. Il justifiera la décision d'entrer dans le gouvernement par la nécessité d'éviter une révolution imminente. «Si nous ne voulons pas d'un accord avec les partis bourgeois et le gouvernement, nous devons laisser les choses suivre leur cours ... alors nous laissons le sort du parti à la révolution», a-t-il déclaré le 23 septembre à la faction parlementaire et à l'exécutif du SPD. Il a ajouté que quiconque ayant vécu ce qui s'était passé en Russie, où la Révolution d'octobre avait réussi un an auparavant, ne pouvait pas «souhaiter un tel développement pour nous». Le SPD devait «colmater la brèche» et sauver le pays. C'est «notre devoir et notre responsabilité», a insisté Ebert.

Le 11 novembre 1918, dans les tout premiers jours de la révolution, se constitue la Ligue spartakiste (Spartakusbund), nouvelle étape vers la formation d'un groupement politique indépendant. Les spartakistes avaient dès le 9 novembre fait paraître leur propre journal, *Die rote Fahne*, (le drapeau rouge). Le 14 décembre ils publiaient sous le titre « Que veut la Ligue spartakiste ? » le projet de

programme rédigé par Rosa Luxemburg et qui devait être adopté le 30 décembre. À cette date, les spartakistes rompent le lien formel qui les rattachait encore à l'U.S.P.D. en fondant, avec quelques petits mouvements de même tendance, le Parti communiste d'Allemagne, dont le sigle (K.P.D.) sera suivi jusqu'en décembre 1920 de la mention « Ligue spartakiste ». Il était cependant trop tard pour arrêter la révolution qui était déjà en route.

En effet, déjà dès la fin du mois d'octobre 1918, les marins de la flotte de haute mer se mutinent. Conscients de la défaite proche, ils refusent un massacre pour l'honneur. C'étaient principalement des ouvriers recrutés dans la marine en raison de leurs compétences techniques. Lorsqu'une partie de la flotte est transférée à Kiel, les marins s'allient aux dizaines de milliers de travailleurs des chantiers navals de la ville, formant des comités de grève, qui ont joué un rôle clé dans la lutte.

En quelques jours, le soulèvement des marins à Kiel se répand dans toute l'Allemagne et renverse les autorités en place. Des conseils de travailleurs et de soldats surgissent partout comme des champignons. Lorsque la révolution atteint Berlin, le 9 novembre, le SPD est entré précipitamment en action. L'empereur a abdiqué et le même jour, Ebert (président du SPD) a pris la direction du gouvernement appelé à tort « Conseil des députés du peuple ». Le « Conseil » était composé de trois sociaux-démocrates et de trois membres des sociaux-démocrates indépendants.



Mise en joue

Dans les jours qui vont suivre, les dirigeants du SPD s'allient aux forces les plus réactionnaires de l'appareil d'État et de l'armée pour écraser l'insurrection des travailleurs résolus à éliminer l'ancien régime (ce même SPD réprimera la manifestation du 1er mai 1929, 35 morts). La révolution sera écrasée dans le sang par la milice des Corps francs, ancêtres des SA nazis. **La révolution est étouffée et le lit du nazisme bien préparé. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés et les coupables, à la demande du SPD, seront condamnés à des peines minimales.**

C'est la bourgeoisie, avec laquelle le SPD cherchait à « transiger », qui a élevé Hitler au pouvoir 15 ans plus tard. Le véritable rôle et la volonté du SPD, en 1918, était de noyer dans le sang une révolution dirigée non seulement contre le régime Hohenzollern de Guillaume II, mais

aussi contre son fondement social : la caste militaire, les barons de l'industrie, les grands propriétaires fonciers, l'appareil de l'État prussien et le système judiciaire réactionnaire. Le SPD a sauvé les piliers de l'ancien régime, qui sinon auraient été balayés par la révolution, et ceux-ci ont pu conserver leurs biens, leur statut social et leur pouvoir. Un certain nombre de concessions sociales et démocratiques, qui ont par la suite été retirées, fut un petit prix à payer.

On peut comprendre les ressentiments du Parti communiste allemand (KPD) vis-à-vis du SPD :

- répressions sanglantes des grèves, et des manifestations de la révolution de 1918,
- collaboration avec les partis de droite et la bourgeoisie au nom de la lutte contre le communisme...

Cela explique, par la suite, les difficultés d'actions unies contre la montée du fascisme.

Quant à la situation économique du pays, sur la période 20-30, on assiste à une embellie du capitalisme jusqu'à la crise de 29.

L'Etat s'endette auprès des États Unis pour relancer la production, d'où sa dépendance vis-à-vis des USA, qui va permettre aux entreprises américaines de s'implanter en Allemagne (IBM, Ford, ITT, General Motors, General Electric, Dupont de Nemours,...).

Arrive la crise du capitalisme, 12 ans après la fin de la guerre. C'est la récession, la production baisse de 40 %, le chômage s'installe (33 % de la population active), dévaluation de la monnaie (en 1925 un dollar valait 8 marks, en 1930 il vaut 4 millions de marks !!!) ce qui va favoriser encore l'implantation d'entreprises US qui continueront même à travailler pour les nazis jusqu'au début de la guerre.



Dévaluation du Mark en 1923

La population ne tarde pas à associer la situation à l'humiliation du pays après la défaite de la Première Guerre mondiale. De nombreux Allemands considéraient la coalition comme un gouvernement faible, incapable de lutter contre la crise.

La misère largement répandue, la peur, l'idée d'un avenir plus sombre encore, ainsi que la colère et l'impatience devant l'échec apparent du gouvernement à gérer la crise, tout contribue

à créer un terrain fertile à la montée d'Adolf Hitler et de son parti nazi (nationalsozialismus, abrégé en nazismus).

En 1929-1930, avant le début de la Grande dépression en Allemagne, le Parti national socialiste des travailleurs allemands (ou Parti nazi) n'était qu'une petite formation située à l'extrême droite de l'éventail politique allemand. Aux élections du Reichstag (Parlement) du 2 mai 1928, il n'obtint que 2,6 % des voix, soit un déclin relatif par rapport au score de 1924, 3 % des votes.

Ces élections portèrent au pouvoir une « grande coalition » réunissant le Parti social-démocrate, le Zentrum (Centre catholique), le SPD (Parti démocratique allemand) et le Parti du peuple allemand, qui dirigea la République de Weimar durant les six premiers mois de la récession économique.

La propagande et les actions punitives et criminelles des sections d'assaut (SA) fascistes du Parti nazi se développèrent, créant un climat de peur, à l'encontre des juifs et des opposants, et de soutien d'une partie de la population, ainsi convaincue de leur responsabilité dans la situation du pays.



Adolf Hitler et des S.A. à la Maison brune de Munich.

En juillet 1930, le chancelier du Reich, Heinrich Brüning (Zentrum), prenant pour prétexte l'impasse entre les partenaires de la « grande coalition », persuada le vieux président Hindenburg de dissoudre le parlement et d'organiser de nouvelles élections pour le mois de septembre.

Après six mois de dépression, Brüning jugeait mal l'état d'esprit de la nation. Les nazis remportèrent 18,3 % du vote, devenant le deuxième parti politique du pays.

En deux ans le Parti nazi était passé de 2,7 % à 18,3 % des voix.

Pendant les deux ans qui suivirent ces élections, le gouvernement Brüning gouverna par décrets présidentiels, cherchant, en vain, à constituer une majorité parlementaire qui excluait les sociaux-démocrates, les communistes et les nazis.

En 1932, Hindenburg destitua Brüning pour nommer au poste de chancelier Franz von Papen, un ancien diplomate, membre du Zentrum. Von Papen procéda à une nouvelle dissolution du

Reichstag, et le parti nazi atteignit 37,3 % des voix aux élections de juillet 1932, devenant le plus grand parti politique d'Allemagne.

Les communistes, prenant des voix aux sociaux-démocrates dans un climat économique en constante dégradation, ne remportèrent que 14,3 % des suffrages. De fait, le Reichstag de 1932 était alors composé pour plus de la moitié, de représentants de partis qui s'étaient publiquement engagés à mettre fin à la démocratie parlementaire au profit des nazis et de leurs soutiens.

Von Papen s'avérant incapable d'obtenir une majorité parlementaire pour gouverner, ses opposants parmi les conseillers du président Hindenburg l'accablèrent à la démission. Son successeur, le général Kurt von Schleicher, voulait gouverner à « gauche » : travaux publics contre le chômage, collaboration avec les syndicats.

Les communistes considéraient que le gouvernement Schleicher était le dernier avant Hitler. Leur position était une complicité objective. La social-démocratie refusa de comprendre. Schleicher dissout une fois encore le Reichstag.

Aux élections suivantes, en novembre 1932, les nazis perdirent du terrain, avec un score de 33,1 % des scrutins, tandis que les communistes progressaient, avec 16,9 % des voix. À la fin de l'année, l'entourage, politique et économique, de Hindenburg considéra que le Parti nazi représentait l'unique espoir de prévenir le chaos et la prise du pouvoir par les communistes. Les négociateurs et propagandistes nazis contribuèrent largement à renforcer cette impression.

Le 30 janvier 1933, le président Hindenburg nomma Adolf Hitler chancelier. Pour Hitler ce n'était pas une victoire électorale lui conférant un mandat populaire, il s'agissait plutôt d'une transaction, constitutionnellement contestable, menée par un petit groupe d'hommes politiques allemands conservateurs, qui avaient renoncé au jeu parlementaire et espéraient utiliser la popularité d'Hitler auprès des masses pour favoriser un retour à un régime conservateur autoritaire, voire à la monarchie.

En deux ans cependant, les nazis prirent de vitesse les politiciens conservateurs et instaurèrent une dictature extrémiste entièrement soumise à la volonté personnelle d'Hitler.

Adolf Hitler s'engageait à restaurer les valeurs culturelles du pays, à annuler les clauses du Traité de Versailles, à conjurer la menace d'une révolution communiste, à redonner du travail au peuple allemand et à replacer le pays à son « rang légitime » de puissance mondiale. Hitler et les autres propagandistes nazis remportèrent d'éclatants succès en dirigeant la colère et la peur de la population contre les juifs, les marxistes (communistes et sociaux-démocrates) et ceux que les nazis tenaient pour responsables de l'armistice en novembre 1918, du traité de Versailles, et de l'instauration d'une république parlementaire. Ces derniers se voyaient souvent qualifiés de « criminels de novembre ».

Hitler et les autres dirigeants nazis adaptaient leur discours en fonction de l'auditoire. Face aux patrons ils privilégiaient l'anticommunisme, le recouvrement des colonies allemandes et prônaient une politique de relance, notamment dans l'industrie lourde et celle de l'armement. Face aux salariés et aux retraités, ils condamnaient le capitalisme.

Hitler reçut l'appui des milieux d'affaires qui voyaient en lui le rempart contre la révolution et lui donnèrent tous les moyens de mettre fin à ce désordre.

Il reçut l'aide financière des plus hauts patrons de l'industrie allemande dont les noms nous sont toujours familiers.

Par exemple, la réunion tenue le 20 février 1933 où Hermann Göring demande à 24 patrons allemands (dont ceux d'Agfa, Allianz, BASF, Bayer, IG Farben, Krupp, Opel, Siemens, Telefunken...) de le soutenir financièrement pour les élections.

Les 24 entrepreneurs sont:

Wilhelm von Opel, Gustav Krupp, Albert Vöglér Günter Quandt (Varta), Friedrich Flick (fondateur du parti nazi), Ernst Tengemann, Fritz Springorum, August Rosterg (aciéries), Ernst Brandi, Karl Büren, Günther Heubel, Georg von Schnitzler, Hugo Stinnes junior, Eduard Schulte, Ludwig von Winterfeld (Siemens), Wolf-Dietrich von Witzleben, Wolfgang Reuter (machines-outils), August Diehn (directeur du syndicat patronal de la potasse), Erich Fickler (charbonnages), Hans von Loewenstein zu Loewenstein, Ludwig Grauert, Kurt Schmitt, August von Finck et le docteur Stein.

Plus tard, plusieurs d'entre eux déclareront avoir bénéficié du travail forcé des déportés, internés et prisonniers, une main d'œuvre bon marché.

Devenu chancelier, Hitler s'emploie à anéantir toute opposition. Il profite de l'incendie du Reichstag (le parlement allemand), qu'il a organisé, pour interdire les partis communiste, socialiste et démocrate. Il va ouvrir les premiers camps de concentration où il enfermera les communistes, puis les socialistes et les démocrates.

En août 1934, le président Hindenburg meurt. Hitler prend les pleins pouvoirs, il cumule les fonctions de chancelier et de président, alors que la constitution ne le permet pas. Ce fut dans un théâtre d'opéra qu'il présenta sa Loi des pleins pouvoirs. Un plébiscite confirme cette prise de pouvoir.

Le nazisme s'installe en Allemagne.

Sept ans plus tard, en France, c'est dans le théâtre du grand casino de Vichy, que la Chambre des députés, celle du Front populaire, mais sans les communistes, abolira la République, le 10 juillet 1940. La fin de cette histoire : 30 à 80 millions de morts, dont 33 millions en Union soviétique.

ET LE FASCISME EN FRANCE ?

La France, mère de l'extrême droite.

Le Front national n'est pas apparu brusquement en 1984. L'extrême droite *, sous des noms différents, est l'une des composantes politiques en France depuis deux siècles.

Sa doctrine s'est formée par accumulations successives au fur et à mesure des crises que la France a connues. L'extrême droite, souvent battue, renaît de ses cendres chaque fois qu'une crise secoue le pays; elle s'exprime alors avec une violence verbale et physique. C'est, disent les historiens, le premier pays à connaître ce phénomène et à en être le « fondateur ».

**Jusqu'à la guerre de 14-18, on ne peut utiliser que le terme d'extrême droite. Le mot fascisme apparaît avec Mussolini quand celui-ci forme son mouvement «fasci italiani di combattimento » (faisceaux italiens de combat) le 23 mars 1919.*

Cette extrême droite naît avec la révolution française.

Elle est farouchement opposée à ce mouvement révolutionnaire qui a mis fin à des siècles de royauté de droit divin. Son but : revenir à l'Ancien Régime, but qu'elle poursuivra jusqu'en 1940 et après.

Elle est légitimiste donc favorable au rétablissement de la royauté capétienne, la branche des Bourbons (comme Louis XVI, Charles X, et Louis Philippe son dernier représentant). Elle est antirépublicaine et hostile à la démocratie. Pour elles, le roi est de droit divin, pas de France sans roi et sans chrétienté. Ces ultras vont soutenir Louis XVIII, sauf quand celui-ci fait quelques concessions « démocratiques ». Ils soutiendront Charles X qui renoue avec la tradition en se faisant sacrer à Reims. Ils s'opposeront à Louis Philippe parce qu'il a voté la mort de Louis XVI. Ils s'opposeront à la Révolution de 1848 et à la deuxième République. C'est une des composantes de l'extrême droite aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles.



L'extrême droite est opposée aux Orléanistes, dont le dernier représentant est Louis Philippe.

On va la retrouver en 1871. Dès la défaite de Sedan, Gambetta et Jules Ferry proclament la République le 4 septembre 1870. Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif.

Thiers est un royaliste qui a mis en place, en 1830, le roi Louis Philippe. Il deviendra, en 3 mois, Conseiller d'Etat, député et ministre. C'est lui qui va réprimer la révolte des canuts de 1834, 200 morts, puis celle de Paris la même année. Il signera la paix avec l'Allemagne qui lui permettra de construire une armée de 130 000 hommes pour massacrer la Commune de Paris. Les Allemands, qui encerclent Paris, laissant faire et permettant à l'armée versaillaise de se positionner autour de Paris.



Adolphe THIERS

Les élections de 1871 donnent la majorité aux monarchistes (400 sièges sur 675), mais ils sont divisés en deux camps irréconciliables, ceux qui veulent pour roi le duc de Chambord, légitimiste, qui exige de revenir au drapeau blanc de la monarchie et ceux qui veulent le comte de Paris, orléaniste.



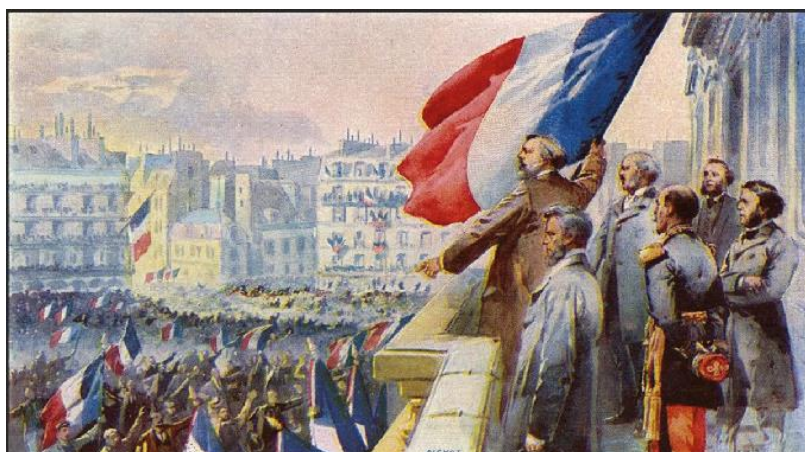
Assemblée nationale

III^{ème} République - Élections du 8 février 1871

- Républicains radicaux [38]
- Républicains modérés [112]
- Libéraux [72]
- Bonapartistes [20]
- Orléanistes [214]
- Légitimistes [182]

Conséquence : aucune majorité ne se dessinera dans cette assemblée. Mais ils sont d'accord sur un point : restaurer l'ancien régime d'avant 1789, supprimer la république. La forme du régime pour la France, république ou monarchie, reste en suspens jusqu'en 1875.

C'est Thiers qui va débloquer la situation. Il explique à l'Assemblée que mettre un roi peut entraîner une révolution alors que la république est la meilleure garantie pour les privilèges de ces messieurs. En 1792, comme en 1848 et en 1871, le peuple a élu des notables, contre leurs intérêts. Donc si l'Assemblée vote pour la république, ces notables pourront gouverner avec l'approbation du pays puisque élus par le peuple et donc diriger pour leurs meilleurs intérêts. La république fut votée à une voix de majorité.



Léon GAMBETTA proclamant la III^{ème} République du balcon de l'Hôtel de ville de Paris.

Mais ce régime n'a rien d'une république. Elle est « conservatrice et sage » dira Thiers. La répression de la Commune de Paris montre bien que cette république peut défendre l'ordre établi contre ceux qui se réclament d'un pouvoir populaire. Albert de Broglie, monarchiste, directeur de Saint Gobain, dira : « ...république conservatrice, emparons-nous de ce titre et tâchons qu'il soit mérité. Tout gouvernement doit être conservateur. ».



©TARDI, "Le cri du peuple", sur la Commune de Paris, 18 mars 1871-28 mai 1871.



Les ligues monarchistes continueront à se battre pour renverser la République d'autant plus que **cette république sera obligée de reconnaître la liberté de la presse en 1881, de légaliser les syndicats en 1884 et de décréter la séparation de l'Église et de l'État en 1905.**



Le Général Boulanger

Au monarchisme et à l'antirépublicanisme va s'ajouter le nationalisme, l'exaltation de la nation considérée comme supérieure aux autres. Ce courant va gagner l'armée. Ainsi, le général Boulanger fédère autour de lui les ennemis de la République (bonapartistes, monarchistes et les catholiques opposés aux lois laïques de Jules Ferry). Il tente un coup d'Etat contre la République en janvier 1889 avec pour objectif de dissoudre l'Assemblée et d'avoir un régime autoritaire. Ce sera un échec.

Tous ces mouvements, toutes ces ligues antirépublicaines se développent dans un terreau de scandales politiques et de crise économique, la première du système capitaliste, qui va durer de 1873 à 1896. Les victimes de cette crise rejettent la république ou lui reprochent d'être incapable de lutter efficacement contre elle. Ils soutiennent les mouvements antirépublicains.



Crise financière, mai 1873

La crise commence par une crise bancaire à Vienne. Des centaines de banques font faillite suite à des spéculations. Paris, Berlin, New York, Londres suivront.

En France des banques comme celle des frères Pereire, le Crédit mobilier, etc., font faillite.

Les salaires chutent de 25 %. Le chômage augmente considérablement, d'autant que la crise touche l'industrie mais aussi l'agriculture et les industries alimentaires. Comme « solution » Jules Ferry prône une nouvelle vague de colonisation pour trouver de nouveaux débouchés. C'est dans ces conditions que les mouvements d'extrême droite se renforcent contre la République avec comme mot d'ordre le « tous pourris ».

Nouvel ajout : l'antisémitisme se développe au moment de l'affaire Dreyfus.

Fin 1884, le capitaine Dreyfus, alsacien d'obédience juive, est accusé de trahison puis condamné pour avoir livré des documents secrets à l'Allemagne. Il sera emprisonné au bagne de Guyane. Mais, en 1896, le colonel Picquart découvre l'identité du vrai responsable des fuites vers l'Allemagne, le commandant Esterhazy. Celui-ci sera jugé et innocenté. L'armée refuse de rejurer l'affaire Dreyfus car cela signifierait qu'elle s'est trompée. Picquart sera muté en Afrique du Nord. Les doutes sur la véracité de l'affaire Dreyfus grandissent.



Capitaine Alfred DREYFUS

En juin 1899, une manifestation regroupant ouvriers et étudiants réclame la reconnaissance de l'innocence de Dreyfus. Une campagne se développe (voir la lettre ouverte de Zola au président « j'accuse » dans le journal l'Aurore ; pour cela il sera condamné à un an de prison et 3 000 francs d'amende).

La France est coupée en deux, entre pro-dreyfusards et anti. Des émeutes antisémites éclatent dans plus de 20 villes de France, faisant des dizaines de morts. La République est ébranlée, il faut ramener le calme. Le lieutenant-colonel Henry reconnaît la falsification d'une partie des dossiers en août 1898. Il se suicidera le 30 août de la même année. Une première fois, la cour de cassation réduit la peine de Dreyfus, puis, en 1906 reconnaît officiellement son innocence. Pour l'extrême droite, Dreyfus est coupable, non seulement parce qu' au début, il y avait des preuves (fausses) de sa culpabilité, mais surtout parce qu'il est juif et qu'un juif ne peut être français, donc militaire, comme le dira Maurras, idéologue de l'extrême-droite.

Cet antisémitisme va fédérer, servir de commun dénominateur à tous les mouvements d'extrême droite.





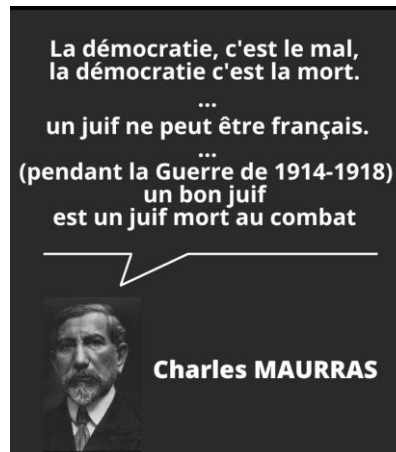
C'est à ce moment-là que la Ligue des Droits de l'Homme sera fondée. Elle sera interdite par Pétain. **Cette affaire fut un des événements les plus dangereux pour le maintien de la troisième République. L'antisémitisme et le nationalisme s'ajoutèrent à l'antirépublicanisme. C'est la caractéristique de la ligue « l'Action française » créée en 1898 et dont l'activité continue jusqu'à nos jours.**

L'Action française est devenue un véritable parti avec un projet global de société nationaliste. Pour elle, la République est irréformable. C'est le régime de l'Etranger : francs-maçons, protestants, juifs et métèques. Il faut la remplacer par une monarchie traditionnelle et héréditaire. Elle ne sera pas parlementaire, la souveraineté est indivisible. La monarchie sera catholique et le catholicisme sera la religion de l'Etat. Pour avoir la paix sociale, elle prône une collaboration de classe au travers d'un système corporatiste, idée que reprendra Pétain.

Elle a son journal, l'Action française, une maison d'édition, une bibliothèque, une librairie, un groupe de réflexion, une organisation de jeunesse et ses hommes de main, les Camelots du roi.



Quelques citations pour « illustrer » les idées de l'Action française. Outre le fait de traiter la République de « gueuse », c'est-à-dire de putain, Maurras, son principal idéologue, dira :



On peut faire un parallèle entre l'Action française et les organisations fascistes qui se constitueront entre les deux guerres celles de Mussolini, Hitler, Franco. Tous ont mis en place des partis et non des ligues. Leur idéologie : antirépublicanisme, antidémocratisme, pour un pouvoir fort, antisémite, nationaliste, xénophobe, puis anticommunisme après 1917, avec une place prépondérante pour la religion catholique.

On peut affirmer, en cela, que la France est le berceau du fascisme.

L'Action française comptera 7 000 membres en 1915 et 30 000 en 1920. C'est la plus ancienne et la plus importante ligue fasciste française. Elle influencera l'armée, l'Eglise, les milieux conservateurs et les notables catholiques. Elle sera officiellement interdite en 1936 à la suite de son implication dans l'agression contre Léon Blum, mais elle renaîtra de ses cendres. Elle soutiendra Pétain.

C'est pendant l'entre-deux guerres (1918-1940) que le fascisme connaît, en France comme en Europe, son plus grand essor avec une multiplication de mouvements, de partis avec, pour tous, la même idéologie : antirépublicanisme et Etat fort, antisémitisme et xénophobie, nationalisme et, compte tenu de la nouvelle situation internationale avec la révolution d'Octobre et la naissance de l'URSS, s'ajoute à ces éléments l'anticommunisme.

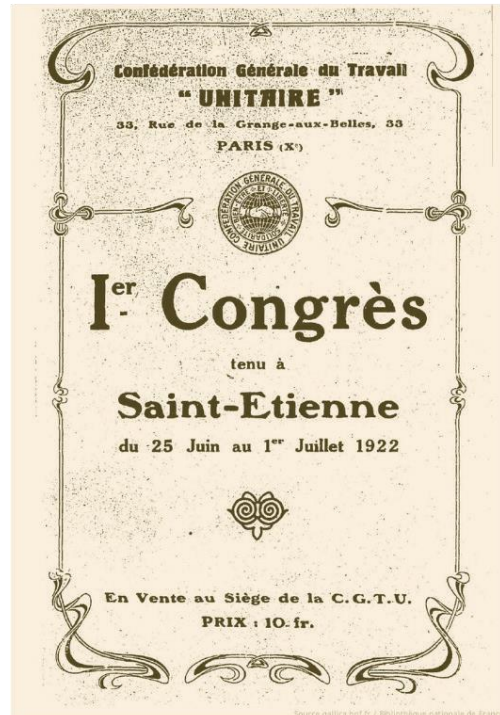
Après la guerre de 14-18, une rancœur et une déception des anciens combattants face à leur situation se développent. Ils sont contre le régime parlementaire, pour le culte du chef et un régime fort. La société a changé. Pendant la guerre, les femmes ont remplacé les hommes dans les usines, elles sont devenues "chef de famille". Pour beaucoup d'hommes il faut revenir à la situation d'avant, à une société d'ordre moral, religieuse, contre la liberté des mœurs qui se développe.

La petite bourgeoisie est affaiblie par l'inflation et le non-remboursement des emprunts russes. Elle est en colère contre les profiteurs de guerre ; elle combat les communistes qui appellent à la grève et à la révolte. La crise de 1929, qui va durer jusqu'à la deuxième guerre mondiale, provoquera un mécontentement dans ces catégories.

La gauche est divisée : scission chez les socialistes avec la création du parti communiste, majoritaire au congrès socialiste ; exclusion des révolutionnaires de la CGT qui font la CGTU.



Des délégués du Parti socialiste SFIO photographiés lors du Congrès de Tours, le 25 décembre 1920, qui allait se conclure par la scission de leur parti et la création du Parti communiste français.



Lutte contre le chômage au cours des années 1930 à Arnouville

Cette crise, qui atteint la France en 1931, voit le chômage augmenter, il passe de 2 % à 15 % de la population active (la France est encore majoritairement un pays agricole). La misère s'installe, des manifestations de chômeurs, des marches de la faim, comme celle de 1932, se développent, organisées par la CGTU et le PCF. Le monde paysan est également atteint (baisse importante des prix agricoles).

Pour les partis fascistes d'extrême-droite français, l'Italie, avec la prise de pouvoir de Mussolini, devient un exemple à suivre, il aurait restauré l'ordre et bénéficiait du soutien de l'Eglise. Puis l'exemple d'Hitler vint renforcer ces sentiments.



De son côté, le patronat, avec la crise de 1929 et l'influence du communisme, veut un régime autoritaire qui interdise toute contestation de son pouvoir. Pour cela, les lois ne doivent pas être favorables aux salariés. Les organisations syndicales ne doivent plus être indépendantes, il faut les contrôler par l'intermédiaire de l'organisation d'un régime corporatiste ou les interdire. Ce que fera Pétain. Il faut également contrôler le pouvoir politique et donc financer ces partis fascistes avec l'aide de l'Italie et de l'Allemagne. De même, il faut un régime fort. On comprend tout le sens du mot d'ordre patronal : plutôt Hitler que le Front Populaire.

C'est dans ce contexte que se fit la montée en puissance du fascisme en France. L'Action française continue de jouer un rôle majeur. Elle a 30 000 adhérents, son journal est vendu à 50 000 exemplaires (c'est énorme pour l'époque). Suite à l'échec de la droite aux élections de 1924, elle privilégie l'action violente, dans la rue, avec les Camelots du roi, comme Hitler avec les SA (Sections d'assaut) un peu plus tard. Elle défile, le premier mai, devant la statue de Jeanne d'Arc comme le fera Le Pen des décennies plus tard.

Manifestation à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc à Paris, le 8 mai 1927. En tête du cortège, quittant la place Saint-Augustin, de gauche à droite : Bernard de Vesins, Charles Maurras, Léon Daudet.



Le traditionnel discours du leader du Front national, ici Marine Le Pen, devant la statue de Jeanne d'Arc à Paris, le 1^{er} mai 2011.
©Getty/Franck Prevel

D'autres mouvements, non royalistes, apparaissent tels que :

- **Les jeunesses patriotes** créées en 1924, par l'industriel du champagne Taittinger. Ils réclament un régime présidentiel, autoritaire, corporatif. Des groupes paramilitaires sont formés, actifs à Paris, dans le Quartier latin. Ils seront de fervents soutiens de la collaboration pendant l'Occupation.
- **Les Croix de Feu**, créées en 1927. C'est d'abord une association d'anciens combattants, mais l'arrivée du colonel de La Rocque va changer son orientation. Elle sera financée par Coty, des parfums Coty. Elle est nationaliste, xénophobe, luttera contre les métèques, les meneurs de troubles et de discordes. Elle a le culte du chef comme dans les régimes fascistes. De La Rocque deviendra le leader de l'extrême droite. Elle sera dissoute en 1936 et renaîtra sous la forme d'un parti, le parti social français.
- **La solidarité française**, créée et financée par Coty, encore lui.



Caricature de l'Humanité, 22 mars 1936. Doriot (PPF, Parti populaire français), La Rocque (Les Croix de feu), Taittinger (Jeunesses patriotes), Renaud (Solidarité française) et Buccart (Francisme) font allégeance à Hitler.

Toutes ces ligues ont en commun l'antiparlementarisme, le nationalisme, l'antisémitisme, la xénophobie, un anticommunisme virulent, l'aspiration à un pouvoir fort, lié au culte du chef, la violence tant verbale que physique.

On peut faire des parallèles avec la situation d'aujourd'hui tant sur les orientations et la violence que sur la situation économique du pays et la situation de ce qu'on appelle les classes moyennes.

Le 6 février 1934, les fascistes tentent de prendre d'assaut l'Assemblée nationale, de renverser la République et d'installer un régime fasciste.

Ce n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cela a été préparé.



Manifestants devant l'Assemblée nationale, le 6 février 1934 ©Getty - Keystone-France



Le maréchal Lyautey appelle à un putsch militaire en 1924.

La presse fasciste (le Figaro, acheté par le parfumeur Coty, l'Action française, l'Écho de Paris et les hebdomadaires Candide, Gringoire, Je suis partout, qui tirent à 2 millions d'exemplaires par mois) se déchaînent contre la République.

L'Action française appelle les Français à lutter contre la République.

En novembre 1933, la Revue hebdomadaire publie un article disant : " Ça ne peut plus durer " et annonce que "la Chambre des députés sera mise en congés pour une durée indéterminée et qu'il y aura un gouvernement national qui prendra le pouvoir ".



Défilé de la ligue des Croix de Feu du colonel de La Rocque le 14 juillet 1935.

Les ligues (l'Action française, les Croix-de-Feu, l'Union nationale des combattants, les Camelots du roi, Solidarité française, les Jeunesses patriotes) lancent une manifestation contre le Palais Bourbon le 6 février 1934. Ces ligues formeront l'ossature du régime de Vichy et de sa milice. 100 000 personnes se rassemblent place de la Concorde, armées de revolvers et de cannes, avec des lames de rasoir pour couper les pattes des chevaux des gendarmes, et marcher sur le Parlement.



Les fascistes profitent du scandale de l'affaire Stavisky, escroc de haut vol, qui versa des pots de vin à des députés et à un ministre radical pour réussir ses affaires véreuses. Cela provoqua une réaction violente antiparlementaire. Les escroqueries se montent à 200 millions de francs de l'époque soit quelque 15 milliards d'euros aujourd'hui. Trois ans avant, un autre scandale mit en cause des députés de droite, mais personne ne bougea.



Rassemblement place de la Concorde
le 6 février 1934.

Derrière l'Assemblée, les Croix de Feu sont rassemblées face à un mince cordon de police. Des heurts violents se produisent entre les manifestants et la police. Il y aura 16 morts et des centaines de blessés, dans la police comme chez les manifestants.

Mais il y a désaccord entre Maurras, de l'Action française et La Rocque, des Croix de Feu, sur le futur gouvernement. Chacun ne voulant pas travailler pour l'autre, La Rocque ne donne pas l'ordre d'assaut à ses troupes. Maurras accusera La Rocque de trahison.

La tentative de coup d'Etat échoua, la République fut sauvée.

Conséquences de cette tentative de coup d'Etat : Daladier, radical, démissionne alors qu'il a la majorité à l'Assemblée. Il sera remplacé par Doumergue, député de droite. Ainsi une Assemblée majoritairement de gauche (socialistes et radicaux) va voter pour un gouvernement de droite ! Ce ne sera pas la seule fois.

Dans ce gouvernement, Pétain sera nommé ministre de la guerre et Barthou, ministre des affaires étrangères. Celui-ci voulait conclure un accord avec l'URSS et l'Angleterre, contre Hitler et le danger fasciste. C'était scandaleux ; il fut assassiné le 9 octobre 1934 à Marseille et remplacé par Laval. Les négociations de cet accord continuèrent jusqu'en 1939. Mais les gouvernements français et anglais

espéraient qu'Hitler commencerait sa guerre contre l'URSS et que, ensuite, après sa victoire, on pourrait négocier avec lui.

La tentative de coup d'Etat entraîna une manifestation Place de la République, à Paris, le 9 février, à l'appel du Parti communiste français et de la CGTU. Il y aura 9 morts.



**Manifestation
Place de la
République à Paris
le 9 février 1934**



Le 12 février, appel à la grève générale. On comptera 2 à 3 millions de grévistes et la manifestation contre le fascisme regroupera 150 000 manifestants à Paris, un million en France. Les deux cortèges, celui du PCF et de la CGTU, d'une part, et celui de la CGT et des socialistes, d'autre part, convergeront pour se réunir place de la Nation, à Paris.

Communistes et socialistes, CGT et CGTU, vont défiler, côte à côte, au cri d'UNITE. Ce sera l'acte fondateur de la réunification syndicale en mars 1936 et le premier pas vers le Front populaire. Ce sera également la naissance du mouvement antifasciste en France. Cette manifestation puissante du peuple français donna un coup d'arrêt, temporaire, à la volonté des fascistes de renverser la République.

Le 14 juillet 1935, une nouvelle manifestation contre la guerre et le fascisme rassemble 500 000 personnes. **Pour la première fois, drapeau rouge et drapeau tricolore apparaissent côte à côte, fanfares et harmonies alternent l'Internationale et la Marseillaise. Elles concourent à redéfinir la culture de la gauche française « désormais et durablement par une double référence à une culture de classe et à une culture démocratique. »**



Manifestants à Paris, place de la Bastille, le 14 juillet 1935

Les ligues vont se faire plus discrètes face à cette riposte populaire, mais les agressions fascistes vont continuer. Ainsi, en 1935, en août, des fascistes tirent dans la foule lors d'une assemblée populaire à Paris (20^{ème}), même agression à Oran en Algérie, colonie française et à Bry sur Marne. Ils tentent un coup de main contre la mairie communiste d'Ormesson, mettent à sac les préparatifs de la fête populaire, comme à Blanc Mesnil. A Oléron, ils s'attaquent à la colonie de vacances de la ville de Bagnolet (communiste). Ils attaquent le siège du PCF rue Lafayette, à Argenteuil c'est la maison des syndicats.

DEUX BOMBES EXPLOSENT A PARIS



L'immeuble du numéro 4 de la rue de Presbourg, siège de la Confédération Générale du Patronat Français, complètement ouvert en deux par l'explosion d'une bombe à retardement.

Si les ligues factieuses tempèrent ensuite leurs activités, le patronat va prendre le relais. Il va organiser des milices, financer ces partis comme il l'a fait en Allemagne et en Italie. D'ailleurs Hitler et Mussolini financeront également les fascistes français.

On peut citer Taittinger, des champagnes, qui crée en 1924 le groupe fasciste des Jeunesses patriotes, puis Mathon, du textile, puis Serge André, du pétrole et Coty, des parfums, pour le Faisceau français qui coopèrera avec la gestapo. Laederich, grand patron du textile, pousse ses ouvriers à adhérer aux Croix de Feu. Il organisera des groupes de combat dans toute la région parisienne, sans parler de Renault et... Pucheu, PDG de Japy, adhérent des Croix de Feu puis du parti de Doriot, qui terminera à la banque Worms, celle de l'Air Liquide. Lesieur également, c'est lui qui choisira les hommes à fusiller à Châteaubriant.

PATRONAT/FASCISME EST SOUVENT LIÉ À UN GRAND CHEF D'ENTREPRISE, MOTEUR DE CE MOUVEMENT.

En Allemagne ce fut Thyssen, en Italie Toeplitz, en France ce fut Schueller, fondateur de l'Oréal. Dès février 1934 et le coup d'Etat manqué, Schueller comprend que la Cagoule est le mouvement le plus apte à préparer un coup d'Etat, des provocations comme l'incendie du Reichstag en Allemagne, à opérer des assassinats ciblés.



Plusieurs dirigeants de la Cagoule sont des chefs d'entreprise tel Deloncle son leader. Ils se réunissent dans le bureau de Schueller, au siège de l'Oréal.

En 1941, il participe à la création du parti pro nazi de Marcel Déat, le Rassemblement national populaire. Il mariera sa fille au jeune Bettencourt, fasciste et antisémite, responsable de l'organe de propagande antisémite, la Terre française.



Autre patron fasciste connu : Georges Claude, vice PDG d'Air Liquide. Il financera le journal l'Action française (250 000 francs soit 19 millions d'euros) avant d'adhérer à l'Action française (100 000 francs soit 7 millions d'euros). En 1940, il se déclare pour la collaboration.

Il fait des conférences partout en France, il écrit des articles, des brochures. Il dira : « *pour sauver la France, il faut la victoire de l'Allemagne, il faut l'aider* ». Il est président d'honneur de la Légion des Volontaires français contre le bolchévisme. En 1944, il sera radié de l'Académie des sciences. Lors de son jugement, il échappe à la peine de mort. Il sera condamné à perpétuité et ses biens seront confisqués. Air Liquide lui avait demandé de démissionner de ses responsabilités dans l'entreprise. **L'Air Liquide est un cas de figure, collaborationniste, elle place aussi des hommes dans la Résistance... on ne sait jamais.**

Ce qui n'empêchera pas

des sanctions à la Libération : radiation des membres de la direction. Elle vendra toutes ses usines aux Etats Unis... pour se refaire une virginité.

Troisième exemple : Michelin. L'entreprise s'est considérablement enrichie pendant la guerre de 14-18, elle a ses entrées au sommet de l'Etat. Dans l'entreprise, dès les années 20, c'est la répression organisée. Michelin forme une « garde civique ». Tous les chefs d'équipe y sont intégrés ; elle comprend 200 hommes formés au tir, au combat de rue. **Ils organiseront des opérations coup de poing contre les responsables politiques et syndicaux à l'image de ce que faisaient Mussolini et Hitler. Dès 1936, Michelin deviendra l'un des principaux financiers de la Cagoule.**

Après l'attentat de 1937 contre le siège du patronat pour faire accuser les communistes (Hitler avait employé la même méthode en incendiant le Reichstag), sur la centaine d'inculpés, 27 sont de Clermont Ferrand, 10 de Michelin dont Pierre Locuty, ingénieur. Celui-ci dira lors de son procès qu'en 1937 "Méténier, responsable du groupe, l'informera qu'il venait d'obtenir un million de francs de Michelin (quelque 80 millions d'euros) pour l'organisation centrale de la Cagoule à Paris". En fait, on compte plus de 6 millions de francs soit quelque 450 millions d'euros. Cinq membres de la famille Michelin seront jugés et... acquittés.

Méténier sera un des responsables de la Cagoule. C'est lui qui négocie la fourniture d'armes avec Franco et Mussolini ainsi que la récupération de fonds auprès du patronat. Il organisera l'attentat contre le siège du patronat.

Ce ne sont que quelques exemples. On remarquera que les entreprises de nos industries sont particulièrement bien représentées dans cette collaboration patronat/fascisme. Est-ce pour nous étonner ? Par contre, François Bloch Lainé, haut fonctionnaire en 1940, puis PDG du Crédit Lyonnais, entra dans la Résistance et fut trésorier d'un mouvement de Résistance. Son témoignage est intéressant. Dès 1940, il sollicita ses amis banquiers, hauts fonctionnaires... pour financer la Résistance, sans succès. Mais à partir de fin 1942, début 1943, quand l'URSS gagna la bataille de Stalingrad après celles de Moscou, de Koursk et de Leningrad, ces patrons se pressaient pour financer la Résistance afin que, à la Libération, ils puissent justifier leur « virginité ». Parmi eux Schueller, Bettencourt...

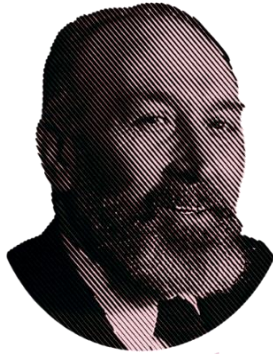


La Cagoule : cette organisation fasciste, politique et militaire est organisée sur le modèle de l'armée : état-major, brigade, régiment, bataillon, unité de base. **On lui doit plusieurs assassinats et tentatives d'assassinat contre des responsables de gauche, français ou étrangers.** Elle négociera avec Mussolini l'assassinat de deux antifascistes italiens, Carlo et Nello Rosselli, contre la fourniture d'armes. L'Italie, comme l'Allemagne, puis Franco, lui fourniront armes et matériels militaires. Ce n'est pas un petit trafic de contrebande, c'est par tonnes que le matériel arrive ; tout est prêt pour un coup d'Etat. La Cagoule a organisé un réseau de trafic d'armes. Les enquêteurs, en, 1937-1938, furent étonnés de la quantité d'armes cachée dans diverses planques.



Cache d'armes découverte dans la cave d'un garage boulevard de Picpus à Paris.

Elle fera exploser le siège du patronat et celui de la Chambre patronale de la métallurgie, prévenus avant, pour éviter des morts, sauf deux policiers en faction. Son objectif, relayé par la presse fasciste et celle aux mains du patronat : faire accuser les communistes d'une tentative de coup d'Etat. L'enquête prouvera la responsabilité de la Cagoule. C'est le même scénario qu'utilisa Hitler quand il fit incendier le Reichstag.



Marx DORMOY

La Cagoule tentera un putsch dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937. Sans succès. **Le 5 juillet 1941, elle assassinera Marx Dormoy, ancien ministre de l'intérieur qui avait fait démanteler partiellement l'organisation.** En font partie : Schueller, Bettencourt. Mitterrand, ancien adhérent des Croix de Feu, et sympathisant de la Cagoule entrera en résistance début 43... Il va sans dire que durant la période de Vichy, elle aidera Pétain et les nazis.



Roger SALENGRO et Léon BLUM,
le 14 juillet 1936

1936, victoire du Front populaire. C'est le résultat des rassemblements de février 1934 et du 14 juillet 1935 où 500 000 personnes manifestent contre le fascisme, de l'unité syndicale et celle des partis de gauche (partis communiste, socialiste et radical).

Mais ce n'est pas la débâcle pour la droite qui passe de 46,16 % en 1932 à 41,69 % en 1936, soit moins 4,5 %. En 1936, le Parti communiste gagne 700 000 voix, les socialistes 200 000 et les radicaux perdent 600 000 voix.

Suivent les grèves qui aboutiront aux accords de Matignon (40 heures, congés payés, Conventions collectives, augmentation des salaires en moyenne de 12 % et de 30 % dans les négociations d'entreprises, reconnaissance des libertés syndicales avec les délégués d'atelier). Elles sont aussi l'aboutissement des grèves qui, de 1929 à 1936 n'ont cessé d'augmenter en nombre et en

mobilisations. La CGT se renforce ; par exemple notre Fédération passe de 5 000 adhérents, en mai 36, à 171 000 un an après.



Les grèves de 1936

Les fascistes sont « silencieux » : la montée du mouvement populaire les oblige à rester sur la réserve ? **Mais le patronat ne désarme pas. Il change son appellation : de Confédération générale de la production française, il devient Confédération générale du patronat français.** Ce n'est pas qu'un changement de nom, il affirme son statut de patron. Il met à sa tête un **patron de choc** qui donne pour mot d'ordre : « patrons, soyez des patrons ».

Fidèle à son mot d'ordre « plutôt Hitler que le Front populaire » il va organiser et financer les organisations fascistes. Celles-ci sont dissoutes en juin 1936, mais réapparaissent sous d'autres formes. Ainsi les Croix de Feu deviennent un parti politique : le Mouvement social français qui compte, en 1938 un million d'adhérents. C'est le mouvement fasciste le plus important. Il va développer les syndicats jaunes et la répression.

Sur le plan économique, il va stopper les investissements et organise la fuite des capitaux. L'économie française, qui ne s'était pas remise de la crise de 1929, plonge. La hausse des prix annule les augmentations de salaires conquises en 1936, le chômage demeure aussi important. Le franc est dévalué.

Face à cette pression patronale, Blum, chef du gouvernement, cède et annonce la « pause » sur sa politique sociale, la réforme des retraites est suspendue.

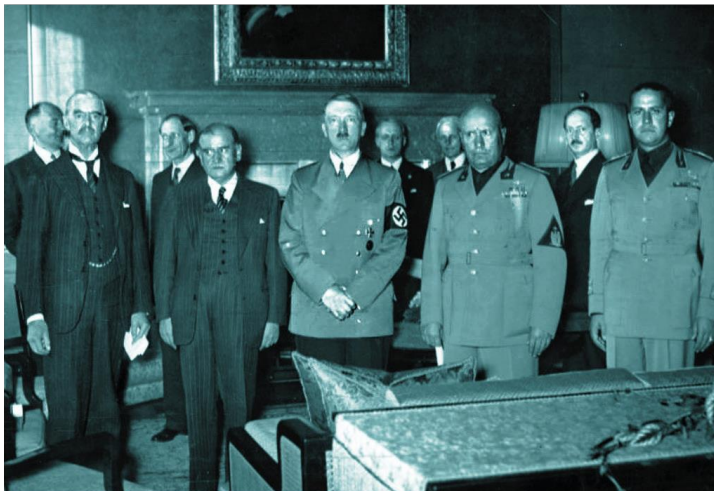
En 1936, tous les journaux d'extrême droite acclament le coup d'Etat de Franco, mènent une campagne pour le soutien à Franco ; Blum, au lieu d'aider le peuple espagnol en lui livrant les armes dont il a besoin, décide, en accord avec l'Angleterre, la non-intervention alors que tout le monde sait que Allemands et Italiens envoient des troupes et du matériel à Franco. Blum recule encore face aux velléités des extrémistes.

En 1937, Blum se retire ; il est remplacé momentanément par Chautemps, puis Blum à nouveau qui démissionne, remplacé par Daladier (radical) en avril 1938. **Celui-ci commence par affirmer qu'il faut**

remettre la France au travail et il revient sur les conquis de 1936 avec, entre autres points, la fin des 40 heures et le retour aux 48 heures. Face à cette situation, des syndicats CGT entrent en grève. Mais, même s'il y a un appel national à la grève pour le 30 novembre 1938, les réformistes de la CGT feront tout pour que ce soit un échec ou ne feront rien pour que ce soit un succès. La répression qui suit entraînera des centaines de milliers de licenciements pour fait de grève. Le Front populaire n'existe plus.

Daladier signera les accords de Munich, en octobre 1938, autorisant Hitler à conquérir la Tchécoslovaquie. Dans la CGT, les réformistes sont pour, les unitaires contre.

Cet accord va réveiller l'extrême droite, c'est une acclamation dans toute la presse de droite, avec le soutien de Pétain. Déjà, en mars 1936 un Comité de vigilance des jeunes Français mobilisables se crée qui déclare : « jamais nous ne nous engagerons dans une croisade contre Hitler ». Ces 3 000 jeunes appartiennent, bien sûr, à la bourgeoisie.



Signature des accords de Munich : Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini et Ciano, le 29 septembre 1938.

Le journal « La victoire », financé par Laederich, responsable patronal de l'industrie du coton, écrit : « c'est Pétain qu'il nous faut, on balancera le parlementarisme, destruction de la CGT, censure de la presse. C'est la révolution nationale ». Il ajoute : « Ce n'est pas en temps de paix qu'on peut renverser la République, c'est en temps de guerre et en particulier en cas de désastre ».

Pétain, dans une lettre de 1938, écrit : « c'est sous peine de mort qu'il faut changer la politique intérieure française. Les Français n'ont pas assez souffert. »

Hermann Rauschning, nazi, proche de Hitler pendant un temps, écrira un livre, " Hitler m'a dit ", où il relate les propos d'Hitler. Ainsi, au printemps 1939 : « Partout, en pays ennemi, nous avons des amis qui nous aideront, nous n'aurons pas à les acheter, ils viendront à nous spontanément.

J'entrerai en France en champion de l'ordre social, nous avons avec nous les classes possédantes, c'est-à-dire les milieux d'affaires pour qui le seul mot qui compte c'est le mot PROFIT. Ces collaborateurs spontanés n'auront pas de peine à trouver des phrases patriotiques servant d'habillage à leur jeu. » Thierry MAULNIER, futur membre de l'Académie française, qui dirigeait le journal Combat, écrit en mars 1938 : beaucoup de gens raisonnables estiment qu'une défaite

de l'Allemagne signifierait l'écroulement des systèmes autoritaires qui constituent le principal rempart à la révolution communiste. Donc, ces gens, Français, espéraient une victoire de l'Allemagne. Français ????



Arrive la Guerre, la défaite et Pétain. Le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale, celle du Front populaire votera en masse, 87,67 %, la fin de la République et les pleins pouvoirs à Pétain.

Il y aura 569 pour et 80 contre. Les socialistes, comme les radicaux, dits de gauche, voteront en majorité pour Pétain. Le parti communiste était interdit depuis le 26 septembre 1939, sinon cela aurait donné 157 contre.

La première mesure que prendra Pétain, le lendemain, sera de publier dans le journal officiel, l'article : " Sont abrogés les articles (...) de janvier-février 1875 par lesquels l'Assemblée avait décidé que c'était la République qui était le régime français ". Il y avait interdiction à la presse de publier cette information afin que les Français ne comprennent pas qu'on avait détruit la République.

Il dissoudra la CGT, rappelons que Belin, secrétaire confédéral de la CGT, deviendra vice-ministre du travail de Pétain. Les grèves sont interdites pour le plus grand bénéfice du patronat. Il mettra en place le statut des juifs sans aucune pression de l'Allemagne ; la rafle du Vel d'Hiv, les 16 et 17 juillet 1942, envoya aux camps d'extermination plus de juifs qu'Hitler n'en avait demandés.



Entrevue à
Montoire-sur-le Loir
entre PÉTAIN et HITLER
le 3 octobre 1940.

Ce régime se caractérise par :

- le refus de la démocratie et du vote au suffrage universel,
- la volonté de rétablir « les hiérarchies naturelles ». L'égalité n'est plus de mise, il y aura une hiérarchie sociale. De même pour la famille : mari, père,
- le culte de Pétain. La Marseillaise est remplacée par « Maréchal, nous voilà »,
- l'antisémitisme d'Etat,
- le soutien de l'Eglise : « la France c'est Pétain et Pétain c'est la France » dira le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon,
- la construction d'un nouvel ordre social avec la charte du travail basée sur la collaboration de classe, la devise républicaine : liberté, égalité, fraternité, est remplacée par : travail, famille, patrie.

L'extrême droite juge le régime de Vichy trop modéré. Le parti populaire français, de Doriot, s'aligne sur le modèle nazi ; il participe à la rafle du Vel d'Hiv. Ne pouvant accéder au pouvoir, il s'engage dans les SS et part pour le front de l'Est contre l'URSS dans la croisade anti-bolchévique.

Déat veut fonder un parti unique sous l'autorité de Pétain. D'autres organisations voient le jour ou réapparaissent.

Le retour de Pierre Laval à la direction du gouvernement, se traduit par l'occupation de la zone libre. C'est la fin de l'autonomie de Vichy. Laval dira : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchévisme triompherait partout ».

Le régime devient autoritaire, s'engage à fond, dans la trahison et la collaboration :

- création du STO (Service du Travail Obligatoire), le 4 septembre 1942, qui fournit de la main d'œuvre à l'Allemagne.
- création de la Milice, le 30 janvier 1943, à la demande d'Hitler, dirigée par Darnand, qui traque les résistants et les juifs.



Libération de Paris, 25 août 1944

Puis ce fut la Libération de la France et la reconnaissance du rôle important joué par la Résistance. Eisenhower estimait son action comparable à celle de 15 divisions.

Extraits du Programme
DU
CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

MESURES à APPLIQUER après la Libération du Territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C. N. R., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération.

Afin de vriller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration.

Afin d'ériger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation.

Afin d'assurer :
la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression.
la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'état des puissances d'argent et des influences étrangères.
la liberté d'association, de réunion et de manifestation. — le respect de la personne humaine.

Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) **Sur le plan économique :**
l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.
le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques.
le renouveau et le soutien des coopératives de production d'échelle et de ventes, agricoles et artisanales.
le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires et la participation des travailleurs à la direction de l'entreprise.

b) **Sur le plan social :**
le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail.
un relèvement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine.
la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie.
la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.
un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec quelle appartenance aux représentants des industries et de l'état.
une retraite permettant aux vieux travailleurs de leur dispenser leur pain.

La possibilité d'élire pour tous les enfants français de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quoique soit le niveau de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient véritablement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi possible une élite véritable, sans distinction, sans de privilège, et entièrement ouverte par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse un contrôle effectif exercé par les élus du peuple le contrôle de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de partialité, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et nuire au service que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C. F. L. N. et de son président, le Général de Gaulle!

En avant pour le combat, en avant pour la victoire, afin que VIVE LA FRANCE !

En 1945 le rapport de forces avait changé. Les fascistes se cachaient et le patronat, qui avait collaboré dans sa très grande majorité, faisait tête basse. C'est dans ces conditions que les mesures préconisées dans le programme du CNR (Conseil national de la Résistance) furent mises en place : nationalisation des banques et d'entreprises comme les Charbonnages et EDF, création de la Sécurité sociale par Ambroise Croizat, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT et député communiste, création des comités d'entreprise, statut de la fonction publique...



Décembre 1945, Ambroise Croizat en conférence de presse avec à sa droite Pierre Laroque, l'un de ses collaborateurs.



Mais la droite et le patronat reprennent du poil de la bête à partir de 1947. **En mai 1947, la droite et les socialistes vont exclure, à la demande des USA, les communistes du gouvernement.** Cela en France comme dans d'autres pays d'Europe (Italie, Belgique). C'est l'arrêt des mesures préconisées par le CNR.

Mais que sont devenus les fascistes ?

Réponse : il n'y a pas eu d'épuration ni dans la magistrature, ni dans la police, ni dans l'administration, ni dans l'armée. Bien sûr il y a eu quelques collaborateurs de premier plan, ceux qui furent responsables dans les ministères, la propagande, les milices., qui furent fusillés pour trahison et collaboration avec l'ennemi. Mais ce fut une minorité. La magistrature n'a pas été touchée, y compris les membres volontaires des tribunaux d'exception, ceux qui jugeaient les « terroristes », les résistants.

Non seulement il n'y a pas eu épuration mais ceux qui étaient trop « connus » ont été mutés. Certains ont eu une promotion. Quand on compare les réquisitoires de 1944 et ceux de 1947/48 contre les grévistes, on retrouve les mêmes arguments utilisés contre les grévistes que ceux contre les résistants.

Il en est de même dans la police où ceux qui ont organisé la rafle du Vel-d'Hiv, comme ceux qui livraient les résistants aux Allemands, sont passés au travers et ont pu continuer leur carrière, préfets compris comme par exemple Papon. D'ailleurs nombre d'entre eux sont devenus « des résistants de la dernière heure ». Comment se faire une virginité !

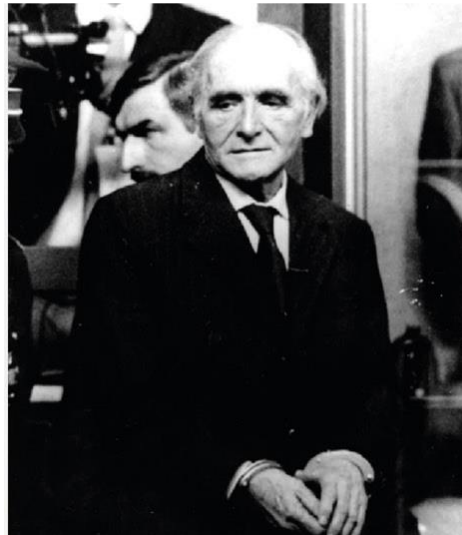


Maurice Papon au palais de justice de Bordeaux le 18 janvier 1983.

De même pour l'armée. Par exemple le général Juin discuta avec le Reich de la mise à disposition des colonies françaises et il devint maréchal ! **Ainsi du haut clergé qui a constitué des filières pour permettre à des criminels de guerre de s'enfuir, particulièrement pour l'Amérique latine.** Mais il y a aussi l'armée américaine qui a récupéré un certain nombre de fascistes. Un des exemples les plus connus est celui de Klaus Barbie, criminel de guerre qui a sévi dans la région lyonnaise. On le surnommait le bourreau de Lyon : en 1947, il entre au service du CIC (service de renseignement de l'armée américaine actif pendant la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide).



Ci-contre, manifestation en 1974 réclamant l'extradition de Klaus BARBIE.
Ci-dessous, article du journal Le Monde du 18 août 1983 et Klaus BARBIE lors de son procès en 1987.



Début 1948 la France demande son extradition, qui sera refusée parce que, selon le Counter Intelligence Corps (CIC), qui explique la protection qui lui est accordée :

- d'abord, son aide est précieuse au moment de la guerre froide,
- ensuite, ses « prétendus crimes » contre la Résistance étaient des « actes de guerre » et les Français recherchent davantage la vengeance que la justice,
- enfin, on ne peut plus faire confiance à une France submergée par les communistes.

Le CIC est vivement intéressé par l'expérience que Barbie a acquise en France contre la résistance communiste, surtout pour obtenir des informations sur la pénétration communiste des services secrets français, sur les activités du Parti communiste français aux USA, en France, dans l'armée française et la zone française en Allemagne ainsi que sur celle des services secrets français dans la zone américaine.

Donc pas d'épuration ! Comme le disait François Bloch Lainé, « le patronat aussi est passé entre les gouttes ». Les raisons de cette non-épuration, Bloch Lainé l'explique dans son livre : "Hauts fonctionnaires sous l'Occupation". De Gaulle a donné le ton, forgeant et imposant la première de ces représentations dès sa prise de pouvoir en pays libéré. Elle revenait à dire que, mis à part quelques

grands fautifs, nos concitoyens s'étaient conduits le mieux possible, dans l'attente d'évènements qui étaient allés dans le sens de leurs vœux constants. Cela supposait de limiter l'épuration.

Cette attitude a heurté bien des résistants. Mais elle a été justifiée : « Pour rassembler les énergies et mobiliser les capacités indispensables...on ne pouvait instruire le procès d'un trop grand nombre de citoyens. On ne pouvait pas, notamment, accuser de mauvaise conduite collective des services publics tels que la police et la justice. On ne pouvait pas faire de coupes claires dans l'ensemble de l'administration et des entreprises. En honorant les forces de l'ordre parisiennes, on procédait, pragmatiquement, à l'oubli de la participation active, à la garde d'enceinte du camp de Drancy, bref à tout ce qui avait précédé y compris jusque dans les derniers jours, le coup d'éclat final. »

Enfin, le patronat reconnaissant a intégré dans ses entreprises d'anciens responsables fascistes pour les protéger, les faire oublier. L'exemple type est celui de Méténier, un des responsables de la Cagoule, organisateur de l'attentat contre le siège du patronat, qui sera condamné à 20 ans de prison (en 1938), libéré par Pétain, remis en prison à la Libération jusqu'en 1947. À sa sortie il sera embauché par L'Oréal. Son amitié avec Mitterrand durera de la collaboration jusqu'à sa mort en 1956. Mitterrand, garde des sceaux de la République, participera à ses obsèques. Comme on peut le voir, beaucoup de personnes et d'organisations ont œuvré pour qu'il n'y ait pas d'épuration.

Cette non-épuration, en France comme dans le reste de l'Europe, va permettre à ces individus de continuer leurs activités, plus ou moins secrètement. Ceux qui auraient pu les inquiéter étaient, pour nombre d'entre eux, eux-mêmes d'anciens collaborateurs.



Insigne du RNP / Georges Albertini

Le cas de Georges Albertini est éloquent. Ce socialiste anticommuniste salue l'armistice et se rallie à la collaboration franco-allemande. Il devient, à la fin de l'année 1941, le secrétaire général et organisateur du RNP (Rassemblement national populaire favorable à la Collaboration avec l'Allemagne nazie).

Il salue les national-socialistes allemands en qui il voit des « frères en socialisme » et rêve de construire un « socialisme national » français. Il s'illustre notamment par son zèle de sergent recruteur contre la Résistance, par un anticommunisme et un antisémitisme certains.

Bien que reconnu coupable d'intelligence avec l'ennemi, il sauve sa tête, au bénéfice de circonstances atténuantes, grâce à des témoins à décharge et à une instruction et une accusation peu incisives. Il n'est condamné qu'à cinq ans de travaux forcés par la Cour de justice de la Seine.

Et à sa libération, il va continuer son activité. Le réseau d'amitiés et d'intérêts noué avant, pendant et après la guerre lui permet non seulement de survivre, mais d'exercer longtemps son influence. Il entre à la banque Worms (la banque d'Air Liquide) comme « conseiller » à la direction générale.

Avec le soutien financier du Groupement des Industries métallurgiques, puis des services américains, il fonde en 1949 l'Association d'Etudes et d'Informations politiques internationales, qui publie une revue bimensuelle consacrée à l'analyse du communisme dans le monde entier. Georges Albertini cherche à être, en parallèle, un conseiller influent sous les IV^{ème} et V^{ème} Républiques.

Dans sa croisade contre le communisme, il parvient à tisser sa toile. Parmi ses nombreux contacts, on recense le préfet de police Jean Baylot, fondateur de la Grande Loge nationale française, le cardinal Eugène Tisserant. Il fait office d'expert auprès des Renseignements

généraux (RG) français dans le domaine de la lutte anticomuniste. C'est d'ailleurs son ami d'avant-guerre Vincent Auriol (socialiste) qui, élu président de la République, l'a libéré du bagne en 1948 pour qu'il reprenne l'action au côté du parti socialiste SFIO, en particulier pour qu'il aide à la formation de syndicats Force ouvrière dans les différentes branches professionnelles.

À cette époque, Albertini a aussi aidé Vincent Auriol à expliquer, dans une brochure, pourquoi il ne pouvait gracier le communiste Henri Martin, condamné pour intelligence avec l'ennemi en Indochine.

Afin d'organiser la nouvelle CGT Force ouvrière, Albertini s'entoure d'anciens collaborateurs du RNP. Il devient également un conseiller très écouté de Georges Pompidou, alors Premier ministre de de Gaulle, puis président de la République. Il est également reçu régulièrement par François Mitterrand qu'il fait soutenir financièrement.



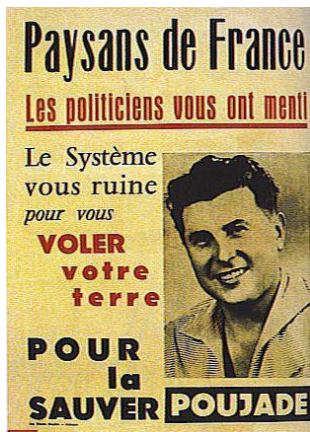
Une autre forme de résurgence est l'apparition de journaux (financés par qui ?) et l'organisation de groupuscules fascistes.

Ainsi, dès 1949, l'Action française, interdite en 1944, publie Aspects de la France. En 1951 c'est Rivarol qui regroupe des « rescapés » de la collaboration. Depuis, d'autres journaux paraissent, on en compte 17 dont Jeune Nation, Minute, Défense de l'Occident... Il en faut des moyens financiers pour publier autant de journaux, même si certains sont relativement confidentiels !

Des groupuscules et des partis se forment. On en compte une trentaine, dont le GRECE qui propose des théories sur la race aryenne, chère aux nazis. Il y aura aussi le Front national (qui osera reprendre le nom du mouvement de résistance créé par le parti communiste en 1941), bien sûr, le Mouvement national républicain, parti scissionniste de Mégret, SOS chrétiens d'Orient, l'Action française, Occident, Ordre nouveau...

Donc, dès les années 50, l'extrême droite renaît de ses cendres.

En 1953 Pierre Poujade crée l'UDCA (Union de Défense des Commerçants et Artisans). Le mécontentement de ces catégories s'explique par la crainte liée à l'exode rural, au développement des grandes surfaces et par l'impopularité de la 4^{ème} République. Poujade est antisémite, xénophobe, anti-républicain. Il accuse la République de brader l'empire : la France a « perdu » le Laos, le Cambodge, en 1956 ce sont le Maroc, la Tunisie et les comptoirs de l'Inde et en 1958 la Guinée. Ce mouvement populiste se situe dans la tradition des liges des années 30.



Affiche électorale
Poujade en 1956

En 1956, lors des élections législatives, le mouvement de Poujade obtient 12 % des voix et 50 députés dont Jean Marie Le Pen. Les guerres coloniales furent un terreau fertile pour les fascistes. Les massacres, au nom de la France, à Madagascar et au Cameroun, contre les militants réclamant l'indépendance de leur pays, ressemblaient à ceux perpétrés contre les Résistants en France.

A cela s'ajoute l'idée qu'il faut conserver l'empire colonial à tout prix.

La défaite française dans la guerre d'Indochine (bataille dramatique de Diên Biên Phu), l'indépendance « accordée » à la Tunisie et au Maroc après quelques bombardements et autres opérations de police, la guerre d'Algérie, tous ces éléments remettaient en cause l'idée de la Nation avec ses colonies et un grand N. La guerre d'Algérie, qui n'a jamais officiellement porté le nom de guerre, est l'aboutissement de toutes ces haines. Pour les officiers, c'est le traumatisme de la défaite de Diên Biên Phu et la volonté de défendre l'Occident, la perte de colonies ; pour les Français d'Algérie c'est le maintien de la France dans cette colonie et de façon plus générale, dans l'opinion française, c'est l'empire et « l'action civilisatrice de la France ».

Des mouvements se constituent qui vont aboutir à deux tentatives de putsch :

- **Celui du 13 mai 1958 qui permet à de Gaulle de revenir au pouvoir.**

Au forum d'Alger, de Gaulle prononce un discours qui commence par : "je vous ai compris" et il continue en donnant son soutien à ce mouvement et rend un hommage appuyé à l'armée. **C'est ce putsch qui mettra fin à la 4^{ème} République et mettra en place la 5^{ème} avec un homme fort qui tient le pouvoir : le président de la République.**



Mais la situation évolue en Algérie avec la mise en place d'un gouvernement provisoire, et en France à l'initiative de la CGT et du PCF : la mobilisation grandit contre cette guerre mais 67 milliards de francs de crédits supplémentaires y sont affectés. Les rafles d'Algériens se multiplient à Paris comme en Province. Le 17 octobre 1961, lors d'une manifestation d'Algériens contre le couvre-feu qui leur est imposé, la police française assassina plus de 200 Algériens et il y aura plus d'une centaine de disparus. La police était commandée par Papon, l'ancien préfet de Bordeaux pendant l'occupation, non inquiété à la Libération (la non-épuration !!!).



Massacres d'algériens dans la nuit du 17 octobre 1961, à Paris.



Une du journal Le Monde sur le référendum d'avril 1961.

- **Celui d'avril 1961 fomenté par les mêmes.**

Devant l'évolution de la situation, de Gaulle a dû proposer un référendum sur l'autodétermination de l'Algérie. Il est approuvé par 69 % des électeurs en Algérie et 75 % en France. Les partisans de l'Algérie française refusent ce résultat d'où le putsch avec l'objectif de renverser la République. C'est la mobilisation de l'opinion mais aussi l'opposition du Contingent (les militaires non professionnels, faisant leur service national obligatoire ou rappelés parce que réservistes) qui le font échouer.



Deux des généraux putschistes et les leaders de l'extrême droite passent à la clandestinité et fondent l'OAS (Organisation de l'Armée secrète). L'OAS multiplie les agressions et les attentats.

En Algérie, dans la première quinzaine de 1962, elle commet 400 agressions et tortures faisant 460 blessés et 220 morts. En France, après le 8 février, date de la répression meurtrière au métro Charonne à Paris, entre le 1^{er} mars 1961 et le 3 mai 1962, il y aura 5284 attentats, des bombes contre les cafés tenus par des Algériens et contre tous ceux qui veulent cette indépendance. Comme le dira une journaliste, ces hommes déposent leur honneur sur des paillassons.



Une du journal L'Humanité du 28 février 1962.

Tout cela donne naissance à différents groupuscules (Occident, Ordre Nouveau...).

Le 5 octobre 1972, Le Pen, adhérent au mouvement Ordre nouveau, crée le Front national qui va fédérer les groupuscules d'extrême droite pour longtemps. Parmi ses fondateurs, Léon Gaultier, SS, Roland Gaucher et F. Brigneau anciens du parti de Déat, miliciens, R. Gaucher qui

dressait la liste des résistants à fusiller pour Vichy, Roger Holeindre parachutiste, ultra de l'Algérie française et François Duprat cerveau d'Ordre nouveau, tous des anciens de l'OAS ...



Conférence de presse du 13 novembre 1972 annonçant la naissance du FN.

Jusque dans les années 80 l'impact électoral de Le Pen est faible. C'est François Mitterrand, par tactique contre la droite, qui va lui permettre l'accès à la télévision. Cet accès aux médias lui permet de développer ses thèses dans une France en crise qui voit le début de la désindustrialisation, la désertification du pays et sa conséquence le chômage, la pauvreté qui s'installe, les Resto du Cœur...

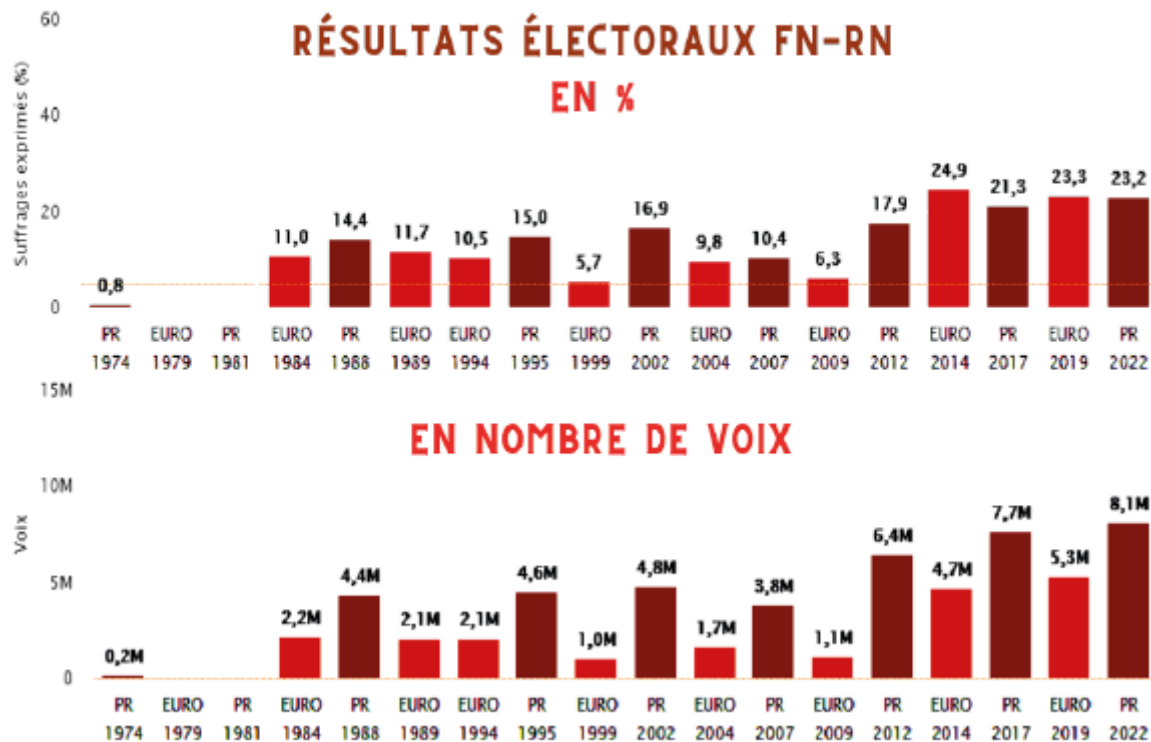
C'est sur ce terreau que ses résultats électoraux vont croître. Il va pouvoir s'allier au parti de droite, RPR, dans des élections locales et gagner des villes (Marignane, Toulon, Orange, Vitrolles aux municipales de 1995).



Création des "restos du coeur" fondés par Coluche en 1985. Aujourd'hui, 130 millions de repas par an, sont distribués par 72 000 bénévoles.

Aux élections présidentielles ses scores augmentent : 1988, 14,4 % ; 1995, 15 % ; 2002, 17 %

ce qui lui permet d'être présent au 2^{ème} tour. Face à ce danger des rassemblements et des manifestations d'importance s'organisent parfois spontanément, ce qu'on ne retrouvera pas lors des dernières élections présidentielles.



Le Pen s'installe. Son succès est d'avoir réussi à fédérer l'extrême droite, à reprendre toutes ses traditions. Son fonds de commerce c'est la crise et ses conséquences économiques et morales, la peur du lendemain, la peur des autres, le recul des idées de lutte de classe. Le rôle des médias est essentiel : leur objectif est de faire du FN un parti comme les autres.

Dans le début des années 80 ce qui est mis en avant c'est l'hérité du FN avec l'extrême droite, ses liens avec Vichy, l'OAS... **Mais dans les années 86-88 des historiens négationnistes récusent le terme de fasciste pour le FN et le présentent comme populiste.**

Les médias reprennent ce terme le concernant. L'enjeu de ces historiens est de dire qu'il n'y a jamais eu de fascisme en France. Donc le FN n'a rien à voir avec Vichy et l'OAS, c'est une nouvelle droite. La campagne de « notabilité et d'honorabilité » est en route.

Marine Le Pen l'a bien compris en 2002. La réaction populaire à la présence de son père au deuxième tour de l'élection présidentielle lui impose de changer de « look ». Elle reprend à son compte la phrase de George Orwell à la sortie de la Seconde Guerre mondiale : « lorsque les fascistes reviendront, ne croyons pas qu'ils vont revenir avec la croix gammée et le crâne rasé. Ils vont revenir avec le chapeau melon et le parapluie bien roulé sous le bras ». On change de langage : « on ne jette plus les bougnoules à la mer, on raccompagne les étrangers à la frontière ». Il y a quelques couacs, par exemple l'intervention du député FN/RN au parlement le 03 novembre 2022. Chassez le naturel, il revient au galop.

Ainsi exit Florian Philippot qui prônait la sortie de l'euro mal vue par la droite. Exit l'amateurisme, on forme les cadres et les élus ; c'est l'équipe de Mégret qui s'en charge. Exit ceux qui ont trop l'apparence de néonazis.

Changement du nom, ce n'est plus un front (de bataille) mais un rassemblement. On travaille vers les médias : doit-on rappeler que 95 % des médias appartiennent au patronat ? Et les idées d'extrême droite pénètrent peu à peu, reprises par les journaux, les radios, la télévision. Le RN/FN est devenu un parti comme les autres. La porosité entre lui et les partis de droite (RPR-UDF) est une réalité ; tout le monde se retrouve dans des clubs, comme celui de l'Horloge, pour discuter, débattre (avec une tasse de thé ??!).

Conclusion

AU VU DE CETTE TRÈS COURTE HISTOIRE DU FASCISME, PLUSIEURS CONSTATS S'IMPOSENT :

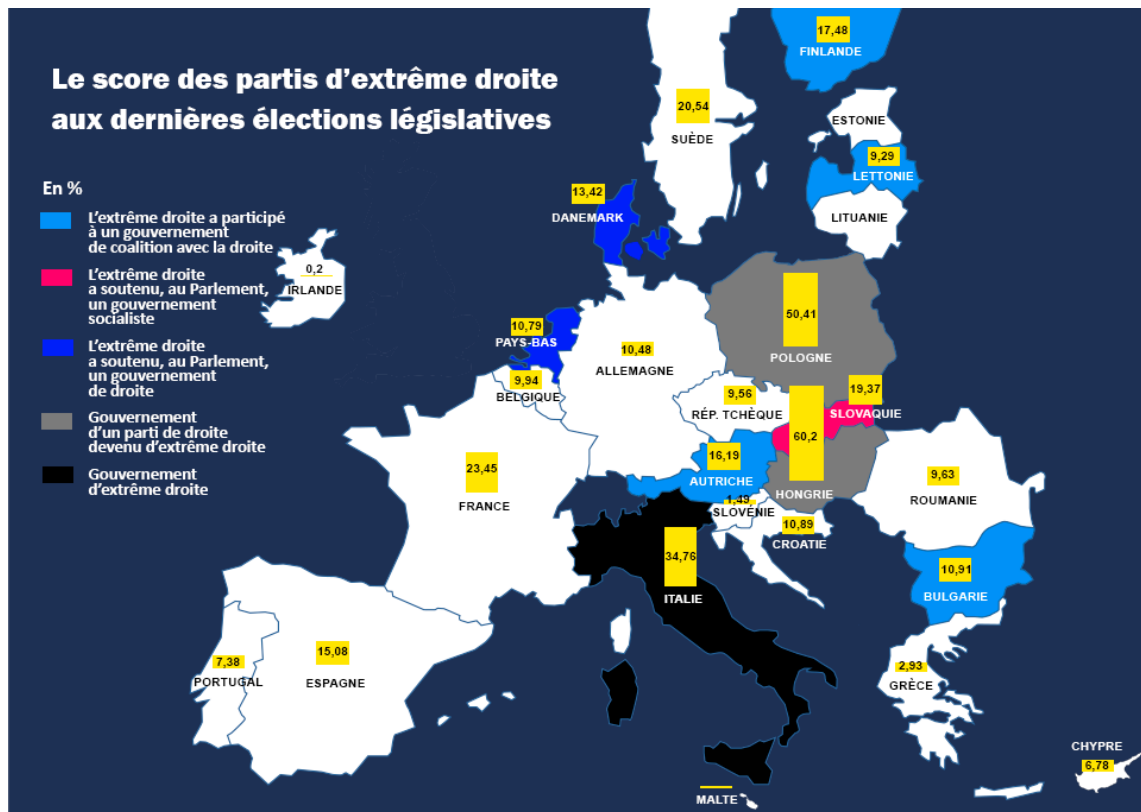
- **Le fascisme s'est développé chaque fois qu'il y a eu crise du système capitaliste.**

Ainsi, lors de la première crise du capitalisme, qui va durer de 1873 à 1896, les victimes rejettent la République, ils lui reprochent d'être incapable de lutter contre la crise et ils soutiennent les mouvements antirépublicains. C'est la tentative de coup d'Etat du général Boulanger.

Le second grand développement, dans toute l'Europe, se déroule pendant la crise de 1929.

Ce sont l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, La Hongrie... qui sont dirigés par des fascistes.

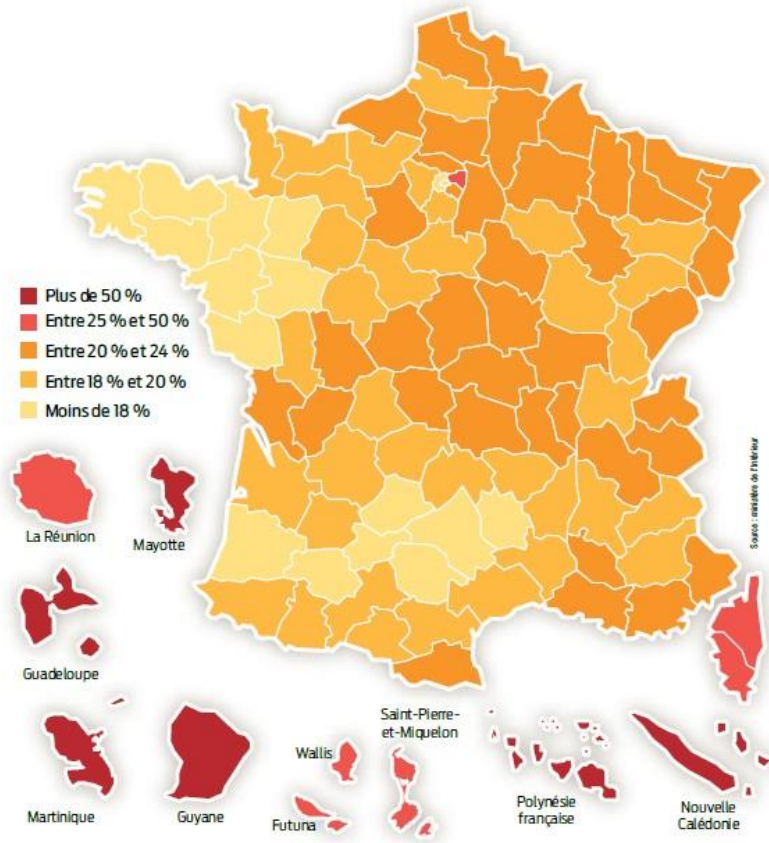
En France c'est la tentative de coup d'Etat de février 1934 puis l'arrivée au pouvoir de Pétain avec le soutien de l'extrême droite, de la droite et d'une partie des socialistes. Le nouvel élément dans ce contexte international, c'est l'existence de l'URSS et l'anti-communisme généralisé chez tous les dirigeants politiques et économiques.



La troisième grande phase du développement de l'extrême-droite est la crise actuelle qui dure depuis le début des années 70. Comme la précédente c'est toute l'Europe qui est atteinte. Le graphique suivant illustre l'extension de ce fléau. Avec toutefois un nouvel élément, la disparition de l'URSS et la modification du rapport de forces international pour les salariés.

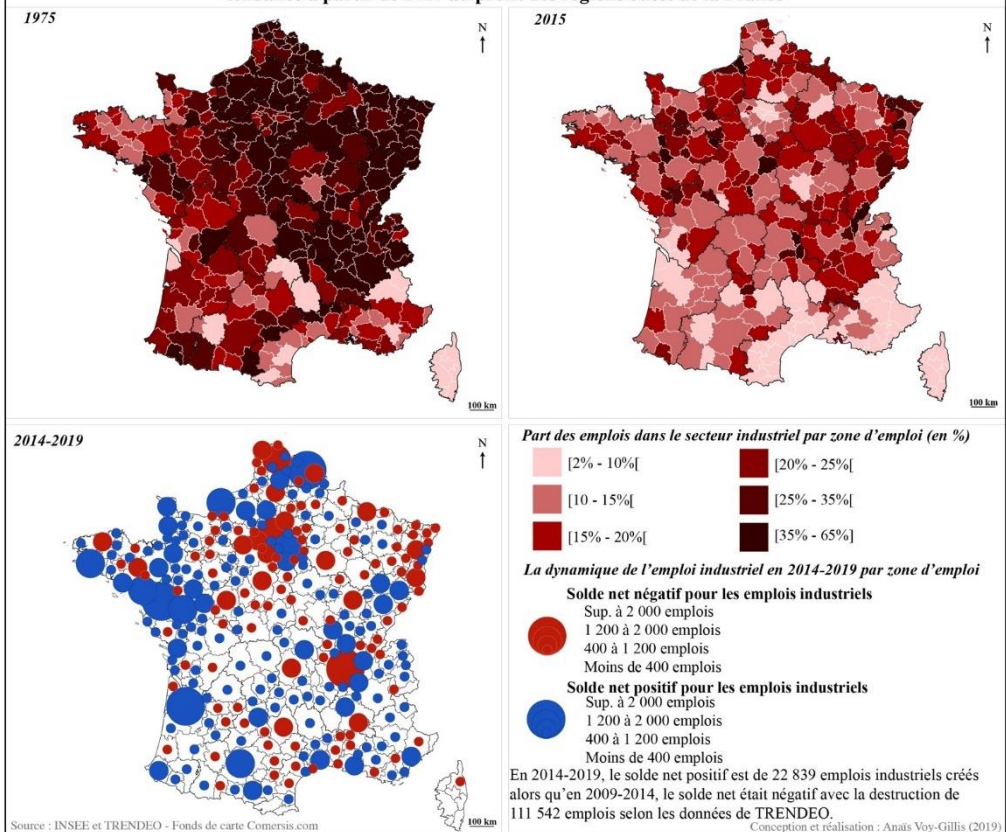
- **Le rapport entre désindustrialisation et abstention.**

Examen des cartes sur l'évolution de la désindustrialisation en France et celles sur le développement de l'abstention et du vote FN.



Taux d'abstention à l'élection présidentielle de 2022.

Emploi industriel en France : une destruction importante et continue d'emplois depuis 1975 avec une inversion de la tendance à partir de 2017 au profit des régions ouest de la France

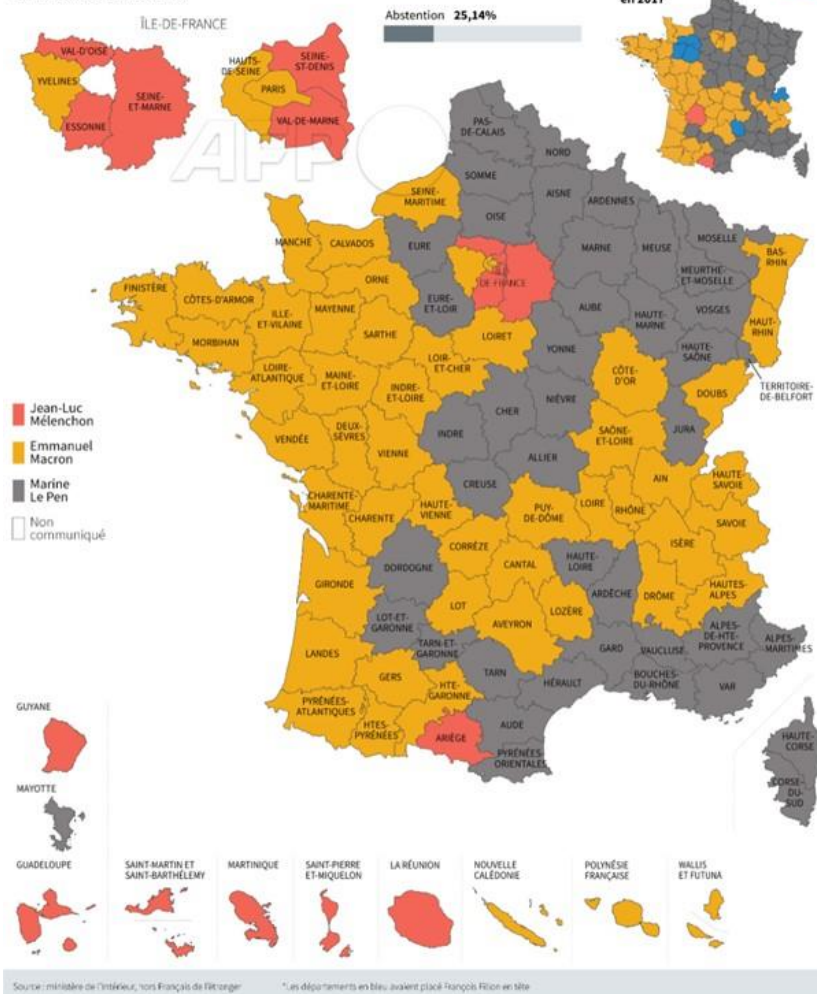


Emploi industriel en France : une destruction importante et continue d'emploi depuis 1975 avec une inversion de tendance à partir de 2017 au profit des régions ouest de la France.

Les candidats arrivés en tête par département

Résultats officiels lundi à 09h30

en 2017*



Résultats du 1^{er} tour de scrutin de l'élection présidentielle de 2022.

- L'importance du rôle joué par le patronat.

En ce qui concerne le patronat, si, au cours des années 30, il a ouvertement créé des partis ou groupes fascistes d'action directe (la Cagoule, les Croix de Feu ...), en a financé d'autres, a saboté l'économie du pays en stoppant les investissements et en exportant les capitaux, aujourd'hui son action est plus discrète mais elle est toujours présente et efficace.

La majorité des journaux, des radios, des chaînes de télévision appartiennent au patronat.

Ce qui lui permet d'ouvrir ses colonnes aux discours fascistes, de répandre ses idées contre la démocratie, sur la division, la mise en concurrence des travailleurs.

La xénophobie du FN ne le gêne pas, au contraire cela lui permet d'exploiter encore plus les immigrés et les sans-papiers et de créer un climat qui lui est propice.

- Le capitalisme permet au fascisme de se développer.

C'est le capitalisme qui permet au fascisme de se développer, il lui est utile pour lutter contre les idées d'émancipation, révolutionnaires, pour affaiblir et diviser les travailleurs et lui permettre d'accroître l'exploitation.

Son taux de profit est à la baisse depuis des décennies, il lui faut le restaurer d'où les délocalisations vers des contrées où les salaires sont plus bas, tout en sachant qu'il crée en France le chômage, la misère et donc, à terme, la baisse des salaires et des conquits sociaux, le recul des solidarités.

C'est pour cette raison que, pour le syndicalisme CGT, la question de la double besogne est posée avec encore plus de force.

La double besogne c'est d'une part la défense quotidienne des revendications et la lutte pour la disparition du capitalisme. Ne prendre en compte que la première c'est se condamner à perpétuité.